



MegaUpload à la chaise électrique

Le FBI a ordonné la fermeture de MegaUpload, un réseau de sites longtemps présenté comme l'un des principaux vecteurs du piratage de films et de titres musicaux. En France l'initiative a été saluée par Nicolas Sarkozy. Sur Internet, la guerre est déclarée. Les Anonymous n'ont pas tardé avant d'attaquer les sites institutionnels un par un.

Le Département de la Justice américain [accuse MegaUpload](#) d'avoir mené une "entreprise de crime organisé, prétendument responsable de piratage en ligne massif et à l'échelle mondiale, à travers Megaupload.com et plusieurs sites apparentés, générant plus de 175 millions de dollars de profits criminels et privant ainsi les ayants droit de plus de 500 millions de dollars". L'acte d'accusation de 72 pages vise sept membres de la galaxie MegaUpload. Quatre d'entre eux ont été arrêtés dont le sulfureux fondateur du site, l'allemand Kim Schmitz aka Kim Tim Jim Vestor aka Kim Dotcom. Le FBI, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande, Hong-Kong, les Pays-Bas, le Canada, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Philippines, a piloté l'opération. Selon le [Wall Street Journal](#), les agents fédéraux se défendent d'avoir ordonné la fermeture de Megaupload en réaction "au blackout" organisée la veille sur Internet, pour contrer deux projets de lois américains qui prévoient un arsenal juridique renforcé pour lutter contre le piratage, Sopa et Pipa.



Sur Facebook, les commentaires pleuvent sous le dernier message posté sur la page officielle du FBI – sans que ce dernier ne soit relié à l'affaire. "Free Megaupload !" peut-on lire dans les dizaines de milliers de réactions. Même déferlante sur Twitter. Beaucoup s'inquiètent du *modus operandi* américain. Tout en critiquant les pratiques illégales et l'organisation mafieuse du site, ils redoutent de voir Internet soumis au bon vouloir du FBI.

Sarkozy met Internet au coeur de la campagne

Outre la mise hors service du site de l'Hadopi, institution en charge d'appliquer la loi en matière de protection des œuvres sur Internet, l'Élysée s'est fendue d'un communiqué tard dans la nuit, félicitant l'initiative américaine. «*La lutte contre les sites de téléchargement direct ou de streaming illégaux, qui fondent leur modèle commercial sur le piratage des œuvres, constitue une impérieuse nécessité pour la préservation de la diversité culturelle et le renouvellement de la création. C'est le financement des industries culturelles dans leur ensemble qui est mis en cause par ce type d'opérateurs [...]. Le moment est donc venu d'une collaboration judiciaire et policière active entre États pour porter un coup d'arrêt à leur développement.*»

Anonymous à la manœuvre



Megaupload coupé, la réaction ne s'est pas faite attendre. Un à un, les sites des lobbies des industries culturelles ont été rendus inaccessibles, tombés sous le coup des attaques dites "de déni de service" (DDOS).

Recording Industry Association of America, qui représente les intérêts de l'industrie du disque, Motion Picture Association of America, pour ceux de l'industrie du cinéma, Universal Music, Vivendi, Warner ou même la Hadopi, en France : tout le monde y est passé, dans un même mouvement jubilatoire et désordonné. Les sites du FBI, de la Maison blanche et celui du Département de la Justice, n'ont pas été épargnés.

Les Anonymous ont rapidement revendiqué ces attaques sous le nom de code "#opmegaupload". Dans la nuit, le collectif protéiforme a publié [un communiqué](#) dans lequel on peut lire : «*Nous lançons notre attaque la plus importante contre le gouvernement et les sites de l'industrie de la musique. Lulz. Le FBI n'a pas pensé qu'il pouvait s'en tirer comme ça, non ? Ils auraient dû s'y attendre.*»

La sortie est symbolique. Ces derniers mois, Nicolas Sarkozy a tenté de se racheter une virginité dans son approche de la thématique Internet. Abandonnant l'idée d'un "Internet civilisé", [allant jusqu'à avouer s'être "trompé"](#), et avoir généré des "crispations". En particulier sur l'épineuse question de la protection et de la rémunération des œuvres sur le réseau. Malgré son *mea culpa*, son positionnement manquait néanmoins de clarté : [ses positions simultanées](#), en faveur d'une Hadopi 3 et d'une lutte plus étroite contre le streaming, étaient venues brouiller les cartes. Prompt à dégainer dans l'affaire MegaUpload, Nicolas Sarkozy semble avoir donné un sens limpide à sa perception du réseau. Et des menaces qu'il incarne, en particulier à l'encontre de la Culture. Tant pis pour l'image *geek-friendly*. Et tant pis pour Internet.

Article à consulter : <http://owni.fr/2012/01/21/megaupload-internet-apres/>



Acta dans l'Union européenne et Sopa aux États-Unis. Ces deux textes, en cours d'adoption, autorisent l'administration et les entreprises à intervenir sur Internet sans s'embarrasser de libertés publiques, sous prétexte de lutte contre le piratage des œuvres en ligne.

<http://owni.fr/2011/12/20/acta-signature-sopa-culture-droits-auteur/>

Évènement : 17 mars 2012

Manifestation nationale antiraciste et anticoloniale

à l'appel de *D'ailleurs nous sommes d'ici* et de *Sortir du colonialisme* : Manifestation le 17 mars 2012, précédée d'une quinzaine anticoloniale et antiraciste : plus d'infos prochainement sur : <http://dailleursnoussoyonsdici.org/17-mars-2012-manifestation-nationale-antiraciste-et-anticoloniale/>

Si vous êtes intéressé pour participer à cette journée ou si vous avez des idées d'actions, contactez-nous



Le travail libère-t-il ?

tribune
libre

Le travail pénètre et détermine toute notre existence. Le temps coule impitoyablement à son rythme alors que nous faisons la navette entre d'identiques environnements déprimants à une allure toujours croissante. Le temps de travail... Le temps productif... Le temps libre... La moindre de nos activités tombe dans son contexte : on considère l'acquisition de la connaissance comme un investissement pour une carrière future, la joie est transformée en divertissement et se vautre dans une orgie de consommation, notre créativité est écrasée dans les limites étroites de la productivité, nos relations -même nos rencontres érotiques- parlent la langue de la performance et de la rentabilité... Notre perversion a atteint un tel point que nous recherchons n'importe quelle forme de travail, même volontairement, pour remplir notre vide existentiel, pour « faire quelque chose ». Nous existons pour travailler, nous travaillons pour exister.

L'identification du travail avec l'activité humaine et la créativité, la domination complète de la doctrine du travail comme destin naturel des humains a pénétré notre conscience à une telle profondeur que le refus de cette condition forcée, de cette contrainte sociale, semble être devenu un sacrilège pour le concept même d'humanité.

Alors n'importe quel travail devient meilleur que pas de travail du tout. Ceci est le message répandu par les évangélistes de l'existant, sonnante les trompettes pour la course à la compétition toujours plus frénétique entre les exploités pour quelques miettes tombées de la table des patrons ; pour l'instrumentalisation et le nivelage complet des relations sociales en échange d'un peu de travail misérable dans les galères de la survie. Ce ne sont pas, cependant, seulement les conditions générales de travail qui créent l'impasse. C'est le travail comme une totalité, comme un processus de commercialisation de l'activité humaine qui réduit les humains à des composants vivants d'une machine qui consomme des images et des produits. C'est le travail comme condition universelle dans laquelle les relations et la conscience sont formées, comme la colonne vertébrale qui maintient et reproduit cette société basée sur la hiérarchie, l'exploitation et l'oppression. Et en tant que tel, le travail doit être détruit.

Alors nous ne voulons pas simplement devenir des esclaves plus heureux ou de meilleurs managers de la misère. Nous voulons redonner son sens et son essence à l'activité humaine et à la créativité en agissant ensemble, conduits par la recherche de la joie de la vie à travers la connaissance, la conscience, la découverte, la camaraderie, la solidarité.

Pour la libération individuelle et collective ...

Libérons-nous du travail

<http://www.non-fides.fr/?Le-Travail-libere-t-il>

Lecture

De l'esclavage au salariat, deux facettes d'une même exploitation

Cette brochure est un recueil de textes divers qui analysent de manière critique le passage de l'esclavage à l'exploitation salariée. Ils tirent leurs réflexions de contextes différents, que ce soit la Russie en 1861 ou les Etats-Unis en 1988. Ils tentent de montrer que l'abolition de l'esclavage n'a pas été qu'une tentative humaniste mais a surtout été une manière de changer le mode d'exploitation de ceux qui devinrent de véritables esclaves salariés tout en présentant une soupape de sécurité en réponse à des troubles croissants. *Version papier diffusée par Editions Gaston Lagaffe (Strasbourg)* Télécharger la brochure mise en page : [Brochure version page par page - PDF \(1 Mo\)](#)



Cette brochure est disponible et peut être consultée au « bocal » notre local, 37 avenue Marx Dormoy à Bourges. Contact : marienpa18@gmail.com

Informations, prêts de livres et vidéos, discussions autour d'un café :

37 Av. Marx DORMOY à Bourges

Horaires variables

Renseignements : 02 48 64 08 41

Contact local : marienpa18@gmail.com

Le local avenue Marx Dormoy est une « fédération » de collectifs (CNT, Asso. Ki-6-col', NPA) et d'individus militants réunis autour de valeurs communes anticapitalistes. La mise en place de ce projet a permis de rassembler des personnes engagées venant de tous horizons dans une volonté commune de partager nos expériences de vie, de résistance et d'actions. Notre but est également de créer un lieu de rencontre, convivial et dynamique, où se tisse un véritable lien social et solidaire et où se construisent des alternatives au système capitaliste. Ce lieu se veut ouvert sur l'extérieur, implanté dans la ville.

L'avenir c'est maintenant !

npa18.org

npa.jeunes.free.fr